

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ DE FOURNITURE PASSÉ EN APPEL D'OFFRES

Achat d'enceintes

N°2025014MAFO036

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Description technique	6
Lot 1 : enceinte pour les radioéléments de hautes énergies	6
Manipulation sécurisée des radioéléments :	8
Adaptation à la recherche en radiochimie :	8
Respect des normes de sécurité :	8
Flexibilité et intégration d'équipements supplémentaires :	8
Travaux d'implantation :	8
Radioprotection :	9
Lot 2 : enceinte pour les radioéléments de basses énergies	10
Adaptation à la recherche en radiochimie :	11
Respect des normes de sécurité :	11
Flexibilité et intégration d'équipements supplémentaires :	11
Travaux d'implantation :	11
Radioprotection :	12
1.3 - Prestations annexes	14
1.3.1 - Garantie des prestations pour les deux lots.....	14
1.3.2 - Maintenance des prestations pour les deux lots	14
1.4 - Variantes	14
Article 2 - Localisation et temporalité	14
2.1 - Lieux d'exécution	14
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	14
2.2.1 - Date de démarrage.....	14
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	15
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents	15
Article 3 - Dispositions générales du contrat	15
3.1 - Type d'accord-cadre	15
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires	15
3.2.1 - Marché complémentaire.....	15
3.2.2 - Prestations similaires	15
3.3 - Exclusions	15
3.4 - Pièces contractuelles.....	15
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	16
Article 5 - Prix	16

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué	16
5.2- Modalités d'actualisation des prix	16
5.3- Modalités de révision des prix	16
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »	16
Article 7- Avance.....	16
Article 8- Modalités de règlement des comptes	16
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	16
8.2 - Présentation des demandes de paiement	17
8.3 - Délai global de paiement.....	18
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants.....	18
Article 9 - Clause environnementale	18
Article 10 - Pénalités.....	18
10.1 - Pénalités de retard	19
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles	19
Article 11 - Clause de réexamen.....	19
Article 12 - Circulation des pièces administratives	19
Article 13 – Constations de l'exécution des prestations	20
Article 14 - Assurances	20
Article 15 - Résiliation du contrat.....	20
15.1 - Conditions de résiliation.....	20
14.2 - Arrêt des prestations.....	20
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
Article 16 - Règlement des litiges et langues	21
Article 17 - Dérogations.....	21
L'article 1.3.1 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS	21

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte / Allotissement

Le GIP CYCERON est une plateforme d'imagerie (TEP, IRM, ultrason) accueillant des unités de recherche en partenariat avec de grands organismes scientifiques tels que le CNRS, le CEA, l'INSERM et l'Université de Caen Normandie. Ces unités mènent des études coordonnées, sur l'animal ou le volontaire sain, dans les domaines qui relèvent de l'axe cœur-cerveau ou de la cancérologie. Le développement de nouveaux traceurs radiomarqués est crucial pour améliorer la précision de l'imagerie médicale, notamment en TEP et en scintigraphie. Ces agents ciblent des biomarqueurs spécifiques, facilitant le diagnostic précoce et le suivi des maladies comme le cancer ou les pathologies neurodégénératives. Ils permettent une imagerie plus sensible et spécifique afin d'optimiser les stratégies thérapeutiques pour une médecine plus personnalisée.

Ainsi le marquage des (bio)molécules avec des isotopes radioactifs représente un intérêt majeur pour la communauté scientifique, en raison de son impact significatif sur les processus de découverte dans les sciences de la vie et la médecine nucléaire, tant pour le diagnostic que pour la thérapie.

Dans ce contexte, divers radioisotopes sont utilisés en fonction des applications :

- ^{123}I , $^{99\text{m}}\text{Tc}$ pour la TEMP (Tomographie par Émission Mono-Photonique),
- ^{124}I , ^{18}F , ^{11}C , ^{64}Cu , ^{68}Ga pour la TEP (Tomographie par Émission de Positrons),
- ^{125}I pour les tests biologiques et le développement de nouvelles réactions radiochimiques,
- ^{131}I , ^{211}At , ^{212}Pb pour la RIV (Radiothérapie Interne Vectorisée).

Dans la majorité des cas, ces radioisotopes sont liés de manière covalente à un atome de carbone ou, dans le cas des éléments métalliques, intégrés dans des complexes organométalliques. Étant donné que tous les radioéléments émettent des rayonnements ionisants, la synthèse de molécules radiomarquées nécessite l'utilisation d'équipements de protection collective spécifiques. Ces équipements permettent de réaliser les radiosynthèses dans un environnement sécurisé, à la fois pour les radiochimistes et pour garantir la conformité aux réglementations en vigueur.

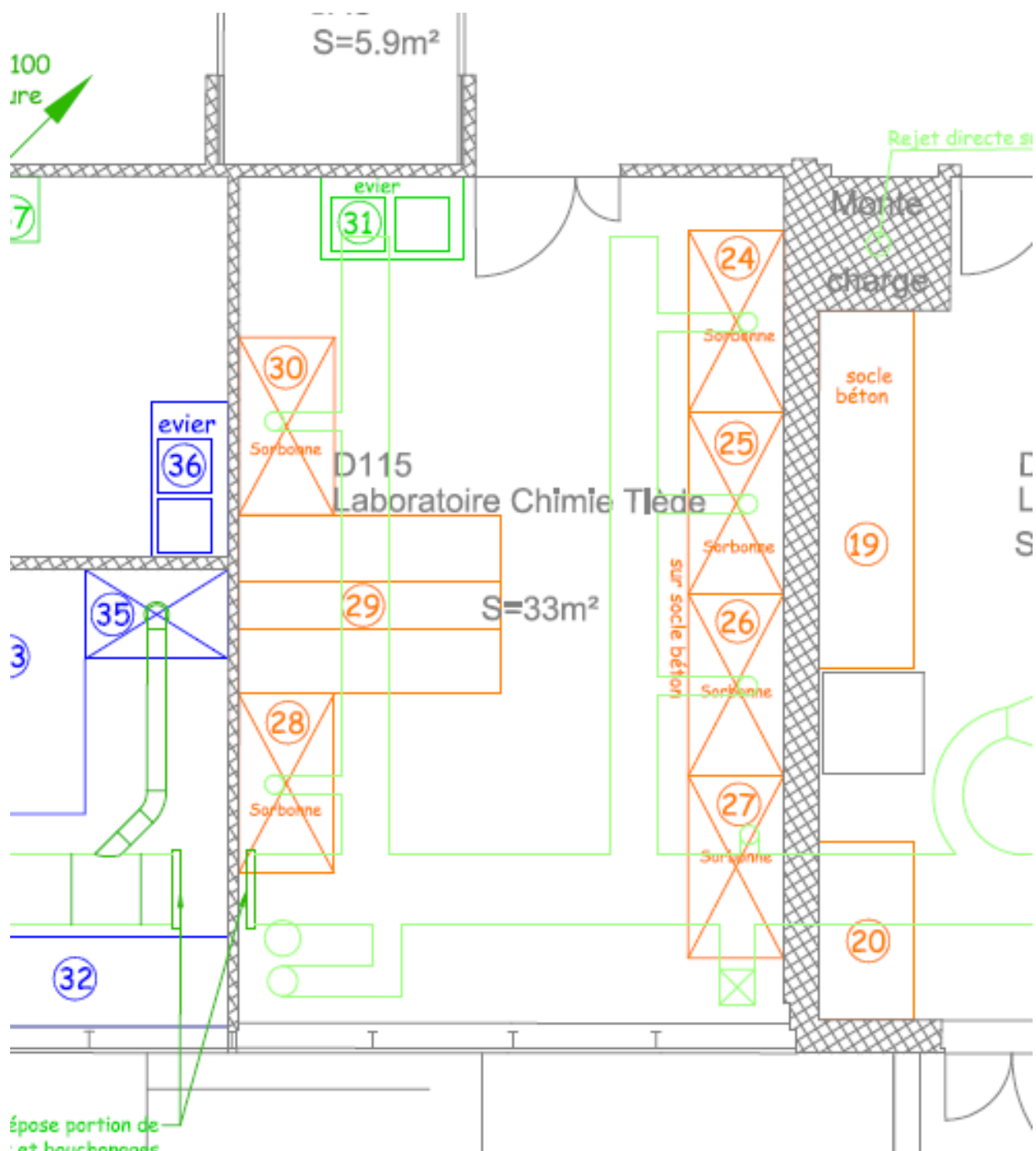
Dans ce cadre, l'université de Caen Normandie souhaite acquérir deux enceintes de protection adaptées à la manipulation sécurisée de radioéléments. Ces enceintes offriront un environnement sûr pour les expérimentateurs tout en respectant les normes légales applicables à ce type d'activité.

Deux enceintes doivent être acquises dans le cadre de cet appel d'offre :

1) Une enceinte dédiée aux radioéléments de hautes énergies, principalement les émetteurs β^+ et γ .

2) Une enceinte adaptée aux radioéléments de basse énergie, principalement les émetteurs α , β^- et X.

Ces deux équipements seront installés dans la salle D115 du GIP CYCERON, située sur le campus Jules Horowitz (Boulevard Henri Becquerel, 14074 Caen, France) en lieu et place de sorbonne 28 et 30.



Références applicables

Le matériel proposé devra être conforme aux normes en vigueur et le soumissionnaire indiquera ces normes, leurs numéros et leurs intitulés.

Le titulaire aura à sa charge les contrôles d'installation électrique de son propre équipement et de ses raccordements en conformité avec les régimes électriques en vigueur au GIP CYCERON.

L'équipement devra être conforme aux normes de sécurité électrique en vigueur dans l'union européenne. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité compte tenu de l'utilisation envisagée.

Les présents documents constituent, de manière non exhaustive, des références ou règles applicables dans le cadre de la conception, de la réalisation, des tests de bon fonctionnement et de la mise en exploitation des équipements, objet du présent appel d'offres :

- NF ISO 10648-1 :1998-12 - Enceintes de confinement – partie 1 – principes de conception ;
- NF ISO 10648-2 :1994-12 – Enceintes de confinement – partie 2 – Classification selon leur étanchéité et méthodes de contrôles associées ;
- NF ISO 11933-1 :1997-12 – Composants pour enceintes de confinement. Partie 1 : Ronds de gants et sacs, obturateurs de ronds de gants et de sac, bagues d'enceintes et éléments interchangeables à distance ;
- NF ISO 11933-2 :1997-12 – Composants pour enceintes de confinement. Partie 2 : Gants, sacs à souder, manches de protection pour pinces à distance et télémanipulateurs ;
- NF ISO 11933-3 :2000-03 – Composants pour enceintes de confinement. Partie 3 : Systèmes de transfert tels que portes, sas, doubles portes de transfert étanche, connexions étanches pour fûts de déchets ;
- NF ISO 11933-4 :2001-09 – Composants pour enceintes de confinement. Partie 4 : Systèmes de ventilations et d'épurations tels que filtres, pièges, vannes de régulation et de sécurité, organes de contrôle et de protection ;
- NF ISO 11933-5 :2002-03 – Composants pour enceintes de confinement. Partie 5 : Traversées de paroi pour circuits électriques et circuits de fluide ;
- La norme ISO 14644-1 définit un certain nombre de critères qui doivent être respectés pour assurer le respect des niveaux de qualité de l'air des salles blanches.
- NF ISO 17873 :2006-04 - Installations nucléaires - Critères pour la conception et l'exploitation des systèmes de ventilation des installations nucléaires autres que les réacteurs nucléaires ;
- Bonnes Pratiques de Préparation (Bulletin Officiel 2007/7bis, janvier 2008) ;
- Bonnes Pratiques de Fabrication (Bulletin Officiel 2011/8bis, juillet 2011) ;

Chaque lot fait l'objet d'un marché attribué à un seul opérateur économique.

1.2 - Description technique

Le marché est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV
1	Enceinte pour les radioéléments de hautes énergies	38000000	Equipement de laboratoire
2	Enceinte pour les radioéléments de basses énergies	35113200	Equipement de protection nucléaire, biologique, chimique et radiologique.

Lot 1 : enceinte pour les radioéléments de hautes énergies

L'enceinte pour les radioéléments de hautes énergies sera une enceinte blindée en dépression, sous air filtré avec une possibilité de confinement actif, à flux laminaire de classe A (norme ISO 14644), équipée de deux ronds de gants et conçue conformément aux exigences des bonnes pratiques de fabrication pour la préparation de doses injectables de médicaments radiopharmaceutiques utilisés en médecine nucléaire, notamment pour les examens réalisés par TEP-SCAN (Tomographie par Émission de Positrons).

Elle doit également être adaptée à la préparation de médicaments radiopharmaceutiques destinés à la radiothérapie interne vectorisée (RIV), tout en garantissant un environnement sécurisé.

Les activités manipulables avec l'enceinte proposée, ainsi que les études dosimétriques associées, devront être fournies par le Candidat. Si cela est disponible, il sera apprécié d'avoir le choix entre différentes épaisseurs de blindage. Il peut s'agir aussi bien de propositions en moins-value (blindage moins important) qu'en plus-value (sur-blindage) par rapport aux 50 mm minimum qui doivent être proposés de base. Le Candidat devra alors, pour chaque épaisseur, indiquer l'impact sur les caractéristiques physiques (notamment, le poids) et fournir les études dosimétriques associées.

L'enceinte doit être équipée de 2 ronds de gants. Les 2 ronds de gants doivent être à obturateurs blindés et fournis avec une paire de gants de chaque taille disponible.

L'enceinte doit être proposée avec au moins un sas blindé, un second sas peut être proposé en Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE). Il est préférable que le sas de la version proposée de base soit situé préférentiellement à la gauche de l'enceinte,

- Être de classe C au minimum,
- Avoir une ouverture frontale ou latérale,
- Permettre un différentiel de pression entre l'intérieur de l'enceinte et le local qui concilie au mieux les exigences réglementaires relatives à la manipulation des radionucléides et celles relatives à la préparation de médicaments stériles,
- Inclure un tiroir ou un plateau coulissant à rebord faisant office de bac de rétention afin de faciliter le transfert du contenu à l'intérieur du volume de travail et de limiter la propagation de liquide en cas d'incident.

La fenêtre de vision pour l'opérateur (hublot) doit être en verre plombé, avec l'épaisseur appropriée pour le blindage de l'enceinte, et exclure tout angle mort. La visibilité sera analysée avec beaucoup d'attention et, si différentes dimensions de hublot sont disponibles, il sera apprécié qu'elles soient proposées.

L'ouverture sur l'espace de préparation doit être frontale et le plus grand possible. Elle doit permettre l'accès direct au plan de travail pour toutes les opérations à froid, son nettoyage poussé et sa décontamination. Les matériaux qui constituent l'intérieur de l'enceinte, ainsi que leur configuration, doivent faciliter son nettoyage et sa décontamination.

Le rapport des dimensions de l'espace de travail versus celles de l'enceinte sera analysé avec beaucoup d'attention. La profondeur du plan de travail doit être de 50 à 65 cm et sa longueur d'au moins 79,5 cm. Il doit être, à la fois, le plus ergonomique possible et facilement décontaminable. La possibilité d'avoir une tablette sur bras articulé au fond, par exemple pour le module de synthèse, sera appréciée.

L'intérieur de l'enceinte doit être équipé d'un éclairage à LED, d'au moins 3 prises de courant (BMS, agitateur...), d'au moins 2 RJ45 et d'un passe multicâbles étanche (air comprimée, Azote ...). Le Candidat doit préciser si les prises électriques peuvent être commandées de l'extérieur. La possibilité d'en avoir au moins 1 programmable sera appréciée ; de même, pour des prises supplémentaires. Le Candidat doit décrire le dispositif étanche qui permet de faire passer l'électricité et les fluides.

L'enceinte devra être équipé d'un système de suivi dosimétrique temps réel avec un report d'alarme par verrine 3 couleurs.

L'enceinte doit être équipée d'un système de ventilation et d'extraction autonome destiné à renouveler l'air. Celui doit être pourvu d'au moins un filtre EPA, et d'un filtre à charbon en sortie pour la captation des éventuelles vapeurs radioactives. Les systèmes de filtration et de ventilation doivent assurer une dépression d'au moins -150 Pa et assurer un confinement actif en cas d'incident (arrachage de gants, ...).

Afin de limiter le niveau de bruit dans le laboratoire D115, le dispositif d'extraction de l'enceinte doit être raccordé au réseau de ventilation nucléaire du laboratoire. Le candidat doit préciser les caractéristiques minimales requises pour l'extracteur du laboratoire : débit d'extraction, diamètre de tube

L'enceinte doit disposer d'un activimètre avec un dispositif de monte-baisse louche.

L'enceinte doit présenter en façade un panneau de contrôle affichant ses principaux paramètres (indicateur de dépression, niveau d'encrassement des différents filtres, état de la ventilation...) ainsi que les potentielles alarmes.

Un ordinateur doit permettre de piloter l'enceinte (automate de pilotage). Installé à l'extérieur, il doit avoir un écran tactile qui est fixé, avec le clavier, sur un bras articulé rattaché à l'enceinte. Il est souhaité pouvoir disposer d'un 2nd bras articulé pour l'ordinateur de la radiopharmacie.

Enfin, le candidat doit prévoir en fonction de son offre :

- De fournir et d'installer une plaque de répartition de charge au sol (si nécessaire),
- Afin d'éviter le dépôt de poussières, d'habiller l'arrière de son enceinte avec une cloison facilement nettoyable et démontable.

Manipulation sécurisée des radioéléments :

L'enceinte doit permettre la manipulation de radioéléments de haute énergie de manière sûre et efficace, notamment pour les isotopes suivants : fluor-18, cuivre-64, iode-124 et iode-131, ou encore gallium-68.

Elle doit être équipée pour accueillir et sécuriser l'utilisation de pots plombés contenant ces isotopes, afin de protéger les opérateurs contre les rayonnements ionisants (gamma et β^+).

Adaptation à la recherche en radiochimie :

L'enceinte doit offrir des conditions de sécurité et d'espace permettant la manipulation de radioéléments dans le cadre d'activités de recherche. Cela inclut la réalisation de synthèses radiopharmaceutiques et d'expériences exploratoires en toute sécurité pour l'utilisateur et l'environnement.

Respect des normes de sécurité :

L'équipement doit garantir une protection optimale contre les rayonnements ionisants grâce à des matériaux blindés et des systèmes de confinement. Des alarmes ou dispositifs de surveillance doivent être intégrés pour signaler tout dysfonctionnement ou dépassement des seuils de sécurité.

Flexibilité et intégration d'équipements supplémentaires :

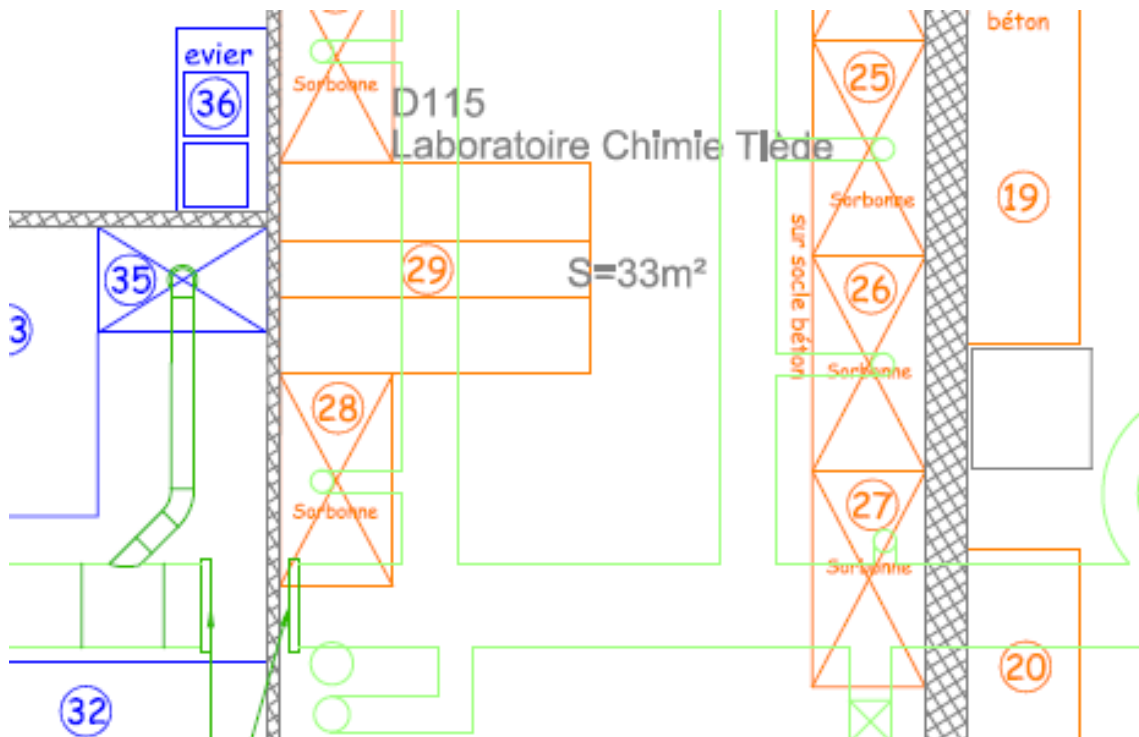
L'enceinte doit être conçue pour permettre l'intégration d'un activimètre (proposé en option dans l'offre) afin de mesurer l'activité des radioéléments directement dans l'environnement de travail.

En résumé, cette enceinte doit répondre aux exigences techniques et réglementaires pour la préparation de médicaments radiopharmaceutiques et la recherche en radiochimie, tout en garantissant une sécurité maximale pour les opérateurs et le respect des normes en vigueur.

Travaux d'implantation :

L'enceinte proposée viendra en lieu et place de la sorbonne 28. Les travaux d'implantation du système devront prévoir :

- Le démontage de la sorbonne 28 (paillasse, vitre, habillage, moteur)
- La reprise de plafond
- L'adaptation de la gaine de ventilation pour raccorder le système au réseau de ventilation nucléaire (vert) en plénum



Radioprotection :

L'enceinte doit permettre de pouvoir manipuler des radioisotopes tels que le carbone-11, le fluor-18, le cuivre-64, l'iode-124 et l'iode-131, ou encore le gallium-68. Cette enceinte doit être installée dans un local sous zone délimitée de type Zone Contrôlée Verte (ZCV). Ainsi, les protections contre les rayonnements ionisants de cette enceinte doivent être suffisamment dimensionnées pour pouvoir y manipuler des activités maximales par radioisotopes suivantes :

- 5 GBq pour le fluor-18 ;
- 10 GBq pour le cuivre-64 ;
- 200 MBq pour l'iode-124 ;
- 15 GBq pour l'iode-131 ;
- 2 GBq pour le gallium-68.

De par leur système de ventilation surmonté d'un filtre EPA en entrée et d'extraction surmonté d'un filtre à charbon en sortie, et de leur niveau de classement à minima de classe C, l'enceinte doit permettre aux utilisateurs d'éviter toute contamination radioactive sous forme d'aérosols ou gazeux compte tenu de l'ensemble de ces équipements associés.



Lot 2 : enceinte pour les radioéléments de basses énergies

L'enceinte en dépression, sous air filtré avec une possibilité de confinement actif, doit permettre la manipulation de radioéléments de basse énergie émetteur de α , β^- et X de manière sûre et efficace, notamment pour les isotopes suivants : ^{90}Y , $^{99\text{m}}\text{Tc}$, ^{125}I , ^{177}Lu , ^{211}At , ^{212}Pb .

Elle doit être équipée pour accueillir et sécuriser l'utilisation contenant ces isotopes, afin de protéger les opérateurs contre les rayonnements ionisants (α , β^- et X).

L'enceinte doit avoir une dimension utile d'au moins L/H/P : 1200 x 945 x 756 mm et doit être équipé de au moins 2 ronds de gants, fournis avec une paire de gants de chaque taille disponible.

L'enceinte doit être équipée de 2 brides de connexion latérale Ø400mm de type LACALHENE® pour le raccordement de conteneurs de transport suivant :



L'enceinte doit être équipée d'un système de ventilation et d'extraction autonome destiné à renouveler l'air. Celui doit être pourvu d'au moins un filtre EPA, et d'un filtre à charbon en sortie pour la captation des éventuelles vapeurs radioactives. Les systèmes de filtration et de ventilation doivent assurer une dépression d'au moins -150 Pa et assurer un confinement actif en cas d'incident (arrachage de gants, ...).

Afin de limiter le niveau de bruit dans le laboratoire D115, le dispositif d'extraction de l'enceinte doit être raccordé au réseau de ventilation nucléaire du laboratoire. Le candidat doit préciser les caractéristiques minimales requises pour l'extracteur du laboratoire : débit d'extraction, diamètre de tube

L'intérieur de l'enceinte doit être équipé d'un éclairage à LED, d'au moins 3 prises de courant (BMS, agitateur...), d'au moins 2 RJ45 et d'un passe multicâbles étanche (air comprimée, Azote ...). Le Candidat doit préciser si les prises électriques peuvent être commandées de l'extérieur. La possibilité d'en avoir au moins 1 programmable sera appréciée ; de même, pour des prises supplémentaires. Le Candidat doit décrire le dispositif étanche qui permet de faire passer l'électricité et les fluides.

L'enceinte doit présenter en façade un panneau de contrôle affichant ses principaux paramètres (indicateur de dépression, niveau d'encrassement des différents filtres, état de la ventilation...) ainsi que les potentielles alarmes.

Le candidat pourra proposer un panneau en verre plombé (équivalent à au moins 2mm de plomb) sur roulettes pour optimiser la radioprotection.

Adaptation à la recherche en radiochimie :

L'enceinte doit offrir des conditions de sécurité et d'espace permettant la manipulation de radioéléments dans le cadre d'activités de recherche. Cela inclut la réalisation de synthèses radiopharmaceutiques et d'expériences exploratoires en toute sécurité pour l'utilisateur et l'environnement.

Respect des normes de sécurité :

L'équipement doit garantir une protection optimale contre les rayonnements ionisants grâce à des matériaux blindés (spécifique pour des basses énergies) et des systèmes de confinement. Des alarmes ou dispositifs de surveillance doivent être intégrés pour signaler tout dysfonctionnement ou dépassement des seuils de sécurité.

Flexibilité et intégration d'équipements supplémentaires :

L'enceinte doit être conçue pour permettre l'intégration d'un activimètre (proposé en option dans l'offre) afin de mesurer l'activité des radioéléments directement dans l'environnement de travail.

En résumé, cette enceinte doit répondre aux exigences techniques et réglementaires pour la préparation de médicaments radiopharmaceutiques et la recherche en radiochimie, tout en garantissant une sécurité maximale pour les opérateurs et le respect des normes en vigueur.

Travaux d'implantation :

L'enceinte proposée viendra en lieu et place de la sorbonne 30. Les travaux d'implantation du système devront prévoir :

- Le démontage de la sorbonne 30 (paillasse, vitre, habillage, moteur)
- La reprise de plafond
- L'isolation des réseaux et le démontage de l'évier 31
- L'adaptation de la gaine de ventilation pour raccorder le système au réseau de ventilation nucléaire (vert) en plénum



1.2.1 Prestations supplémentaires éventuelles

Lot 1

Option 1.1

Un second sas blindé

Option 1.2

Proposition d'une extension de maintenance (à la première année proposée de base) d'une année et pouvant aller jusqu'à 5 années.

Option 1.3

Possibilité d'intégrer un activimètre

Lot 2

Option 2.1

Un second sas blindé

Option 2.2

Proposition d'une extension de maintenance (à la première année proposée de base) d'une année et pouvant aller jusqu'à 5 années.

Option 2.3

Possibilité d'intégrer un activimètre

1.3 - Prestations annexes

1.3.1 - Garantie des prestations pour les deux lots

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale de deux ans. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

1.3.2 - Maintenance des prestations pour les deux lots

La maintenance des prestations livrées d'une année, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

1.4 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale. Une proposition de matériel dit « d'occasion », ayant fait l'objet d'un reconditionnement ou ayant été utilisé à des fins de démonstration est possible.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

Université de Caen Normandie

Salle D115 du GIP Cyceron

Campus Jules Horowitz

Boulevard Henri Becquerel

14 074 Caen

France

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date de démarrage

Le présent marché débute à sa notification.

2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation

Le délai d'exécution du présent marché est fixé dans l'acte d'engagement. Ce délai comprend la livraison, l'installation, la mise en service et la formation.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents

Sans objet

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre

Sans objet

3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires

3.2.1 - Marché complémentaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouveau marché doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.2.2 - Prestations similaires

Sans objet

3.3 - Exclusions

Sans objet

3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales* – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- Le CCTP et ses annexes
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

5.3- Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes, et non révisables.

Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »

Sans objet

Article 7- Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 8- Modalités de règlement des comptes

8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 9 - Clause environnementale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 10 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Article 11 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 12 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.

- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 13 – Constatations de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

Article 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

14.2 - Arrêt des prestations

Conformément au chapitre 7 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 - Dérogations

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS

L'article 1.3.1 du présent CCP déroge à l'article 33 du CCAG-FCS